

Alimentation : les circuits courts, une mode fragile



À l'heure où les consommateurs plébiscitent le manger bio et local, les surfaces agricoles à proximité des villes fondent à vue d'œil. L'économiste Mickael Akimowicz nous explique comment dépasser cette contradiction.
Comprendre pour Entreprendre : On sait que les terres agricoles se rétractent. Quelle est l'ampleur du phénomène ?

Mickael Akimowicz : Il faut souligner que c'est un phénomène galopant : 26 m² de terres agricoles cultivables disparaîtraient chaque seconde en France. C'est l'équivalent d'un stade de foot toutes les 5 minutes et d'un département tous les 7 ans... Entre 2006 et 2010, 82 000 hectares de terres agricoles auraient ainsi disparu en moyenne chaque année*. Le zonage des terres agricoles est décidé par les communes et les communautés de communes mais lorsque les afflux de population sont importants comme dans les zones péri-urbaines proches des grandes agglomérations ou en bordure du littoral, les élus décident parfois de rendre des terres constructibles pour loger les gens. Au passage les prix flambent. C'est ce que l'on appelle l'artificialisation des terres.

Quelles sont les solutions pour les agriculteurs exploitants ?
La situation est très variable selon qu'ils sont propriétaires ou locataires. Lorsqu'ils sont propriétaires et que la génération suivante prend la succession, la priorité est de conserver l'outil de production. Pas question de vendre alors. En revanche, lorsque la succession n'est pas assurée, la tentation de vendre à des promoteurs devient la plus forte.

La situation est plus délicate pour les agriculteurs locataires. Dans bien des cas, en effet, les contrats de location qui les lient à leurs propriétaires sont peu formalisés. Ils peuvent être expulsés sans préavis ni alternative. Cette incertitude freine l'investissement dans un outil de production plus performant et adapté aux nouveaux besoins.

Comment arriver à concilier les envies des consommateurs de manger bio et local, avec ce phénomène galopant de rétractation des terres agricoles ?

Les grandes exploitations céréalières ou d'élevage à proximité des villes sont directement menacées. Mais, en fait, le phénomène des circuits courts est une piste pour arriver à conserver des terres agricoles à proximité des centres urbains, à condition de modifier les activités (cultures, transformation de produits...). On voit par exemple des agriculteurs se mettre à faire du maraîchage pour vendre en direct, compléter avec un petit élevage de volailles et proposer

des services comme la cueillette à la ferme. Une des solutions est de faire ainsi de l'agriculture à plus forte valeur ajoutée, sur des surfaces plus petites, à destination précisément de ces consommateurs friands de circuits courts !

Je travaille en ce moment sur ces questions au Canada et en particulier à Toronto, une ville confrontée comme Toulouse à une très forte croissance démographique. Pour protéger la périphérie de la cité, l'environnement et les terres agricoles il a été décidé là-bas de préserver une "ceinture verte" non constructible autour de la ville. Ces décisions qui consistent à "geler la constructibilité" ne font pas l'unanimité auprès du grand public. Mais elles facilitent l'évolution nécessaire des cultures.

* Source : Filière paysanne.



Mikael Akimowicz

Docteur en économie de l'Université Toulouse Capitole et ingénieur agronome, Mikael Akimowicz consacre son projet de recherche à "Une agriculture multifonctionnelle pour des zones périurbaines durables". Un projet qui lui a valu d'être lauréat en 2013 d'une **bourse européenne Marie Curie**. Il a étudié dans le cadre de sa thèse effectuée au **Lereps**, l'évolution des structures agricoles à proximité de Toulouse dans le Lauragais et poursuit désormais ses travaux pour trois ans de recherches comparatives à la **Faculté d'aménagement paysager et de développement rural (SEDRD)** de l'Université de Guelph (Canada).



Pour aller plus loin

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (**SAFER**) qui mesure chaque année l'évolution des marchés fonciers ruraux, décrit en Midi-Pyrénées un marché de plus en plus réduit, en baisse de 11% depuis dix ans.

En 2013, seuls 18 000 hectares ont été concernés par des transactions, ce qui contribue à la hausse des prix : +52 % en dix ans en Haute-Garonne avec un prix moyen de 6580 €/ha agricole.



Créer une "ceinture verte" autour de Toulouse ?

Mikael Akimowicz étudie les effets de la "ceinture verte" qui entoure Toronto. Des pratiques transférables ?

[Magazine UT1C' }}; }};](#)

